Introduction

Qu'est-ce que l'extrême droite et pourquoi (encore) l'étudier ?

Safia DAHANI et Alexandre DÉZÉ

« Le sociologue n'en a jamais fini avec la sociologie spontanée et il doit s'imposer une polémique incessante contre les évidences aveuglantes qui procurent à trop bon compte l'illusion du savoir immédiat et de sa richesse indépassable. »

Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, 1983 [1968], p. 27

Depuis la fin du XIXe siècle, l'extrême droite est devenue un phénomène politique majeur sur lequel il existe désormais une littérature pléthorique (Froio, 2017 ; Dahani et Delaine, 2025). Ainsi, on connaît bien les grandes étapes de son développement, les doctrines qui la composent, les répertoires d'action des différents groupes qui s'en revendiquent, les formes institutionnelles qu'elle a pu revêtir, les partis qui ont marqué son histoire et les raisons de leurs succès électoraux… Nombre de travaux ont par ailleurs dressé la sociologie de ses électeurs et de ses militants, la sociographie de ses leaders, la géographie de son implantation, la structure et le fonctionnement de ses discours, l'origine et la signification de ses symboles. Si l'on dispose par conséquent d'un stock de connaissances particulièrement important, il reste que ces « savoirs savants » peinent à s'imposer au-delà du champ académique. Les préconceptions demeurent en effet nombreuses et solidement installées sur l'extrême

droite et tendent à en parasiter la compréhension. Le sens commun produit par le débat public, les médias ou même le discours de certains acteurs politiques veut, par exemple, que l'extrême droite d'aujourd'hui se confonde avec le fascisme d'hier, qu'elle ait gagné la « bataille culturelle », qu'elle soit anti-élites, que certains de ses partis, comme le Rassemblement national, se soient transformés, qu'elle défende un programme social, que les femmes soient plus réfractaires que les hommes à la soutenir, ou encore que le racisme ne permette plus vraiment d'expliquer le vote en sa faveur. Cet ouvrage revient sur ces idées reçues et cherche à les déconstruire. Il invite ainsi à rompre avec les représentations ordinaires de l'extrême droite, en faisant le pari qu'une telle démarche, qui procède des fondements de la méthode scientifique, doit permettre de mieux comprendre, pour expliquer, ce que ce phénomène politique représente aujourd'hui – un enjeu qui s'avère de taille à l'heure où certains partis se présentent politiquement en position de force, que ce soit en Europe ou à l'international.

Une telle perspective implique de commencer par circonscrire *a minima* les contours de l'objet. Il ne pourra être question, dans ce livre, de traiter de *toute* l'extrême droite. Tout d'abord, parce qu'elle est multiséculaire : les premières apparitions du terme remontent aux années 1820 en France (Lebourg, 2025 ; Sternhell, 1983) et renvoient depuis lors à une multitude de formations, d'acteurs, de courants, de publications qui ont évolué au gré des contextes politiques. Ensuite, parce qu'elle est protéiforme : l'extrême droite peut tour à tour désigner une organisation (partis politiques, associations, mouvements sociaux, groupuscules violents, réseaux, etc.), une idéologie (nationalisme, fas-

cisme, nazisme, racisme, national-populisme, etc.), un pôle ou un espace dans le champ politique (la droite extrême), ou encore un processus (l'extrême-droitisation). Enfin parce qu'elle est mondiale : du Chili à l'Allemagne, des États-Unis à la Russie, il n'y a guère de pays qui aujourd'hui ne compte pas de forces extrêmes droitières, même si elles relèvent d'histoires politiques nationales contrastées – le passé des dictatures en Amérique latine, les fascismes « historiques » en Europe de l'Ouest, pour ne prendre que ces deux exemples – et sont d'un poids politique relatif – là où certaines formations sont au gouvernement comme en Italie, d'autres peinent à se développer comme en Irlande. L'extrême droite dans sa globalité demeure donc largement insaisissable dans le cadre d'un tel ouvrage. Par conséquent, on se concentrera pour l'essentiel ici sur ses manifestations politiques actuelles et plus particulièrement françaises.

Restreinte à ce périmètre, que doit-on entendre par extrême droite ? Il n'est pas simple de le déterminer. Il n'existe pas une essence extrême droitière et, dans tous les cas, il faut se garder de figer les propriétés d'un phénomène politique. Pour autant, il importe également de pouvoir nommer l'objet. Cette opération a donné lieu à un vif débat dans la recherche, à tel point qu'on a pu parler de « guerre des mots » (Mudde, 1996), voire de « confusion quasi-babylonienne de langue » (Backes, 2001). Ainsi, jusqu'à 26 définitions concurrentes de la notion ont pu être recensées dans la littérature, mobilisant 58 critères différents (Mudde, 1996). Une telle diversité s'explique tout autant par le caractère hétérogène de l'extrême droite (qu'il serait plus juste d'écrire au pluriel), par l'absence de corpus doctrinal unifié, par un problème d'incommensurabilité conceptuelle (la

notion d'extrême droite n'a pas forcément le même sens en Allemagne qu'en France) mais également par les oppositions paradigmatiques qui traversent le champ de la recherche. De fait, quand certains auteurs se contentent d'un seul critère définitionnel – l'antidémocratisme pour Richard Stöss (1991) –, d'autres estiment nécessaire d'en mobiliser une dizaine : l'ultranationalisme, l'ethnocentrisme, l'anti-américanisme, l'anti-communisme, l'anti-parlementarisme, l'anti-pluralisme, l'anti-égalitarisme, le militarisme, la loi et l'ordre, la présence d'un leader fort et charismatique, le pessimisme culturel et le corporatisme (Zimmermann et Saalfeld, 1993). Certains de ces critères apparaissent cependant aujourd'hui obsolètes. L'extrême droite actuelle n'est plus forcément celle d'hier, même s'il est toujours possible de raisonner par analogie ou hypothèse de continuité (Dobry, 2003). Rien que sur la période la plus récente, ses mutations ont été importantes. Au milieu des années 1990, le politologue néerlandais Cas Mudde considérait que l'extrême droite pouvait être ramenée à cinq traits idéologiques principaux : le nationalisme, le racisme, la xénophobie, l'anti-démocratie, l'État fort (Mudde, 1996). Une dizaine d'années plus tard, non seulement l'auteur a modifié et réduit la liste de ces critères (nativisme, autoritarisme, populisme), mais il a abandonné le concept d'extrême droite au profit de celui de « droite populiste radicale » (Mudde, 2007). Car l'évolution de cette « famille politique » (terme que l'on mettra entre guillemets dans la mesure où il tend à projeter une représentation anthropomorphique et homogénéisée de l'extrême droite) a aussi engendré une importante controverse de nature taxinomique et nourri une logique de spéculation conceptuelle. « Populisme », « néo-populisme »,

« national-populisme », « droite nationale-populiste », « populisme de droite », « droite radicale », « populisme de droite radicale », « nouvelle droite », « nouvelle droite populiste », etc., on ne dénombre pas moins d'une soixantaine de labels dans la recherche (Dézé, 2017).

Pourquoi, dès lors, préférer le terme d'extrême droite et, en définitive, quelle acception lui donner ? Un tel choix pourra toujours donner l'impression de relever d'un « coup de force symbolique qui institue le chercheur en position de juge suprême de la lutte des classements » (Offerlé, 1997 [1987]). Mais il n'est pas totalement infondé dès lors que l'on met en discussion les principaux labels existants. Ainsi, la notion de populisme a connu une telle extension de ses usages, désignant un ensemble toujours plus vaste et divers de phénomènes politiques, tout en se substituant à d'autres catégories (Collovald, 2004), qu'elle a fini par en perdre son potentiel conceptuel (Cucchetti, Dézé et Reungoat, 2021). La notion de droite radicale renvoie à une double tradition politique bien établie : d'un côté, la droite américaine telle qu'elle a pu s'incarner dans des mouvements comme le maccarthysme, et de l'autre, la droite italienne portée par des organisations subversives telles que Avanguardia nazionale, Ordine nero ou Squadre di Azione Mussolini. La notion de nouvelle droite, pour prendre ce dernier exemple, réfère ordinairement à deux courants bien établis : d'une part, le néoconservatisme des années 1960-1970 aux États-Unis et en Grande-Bretagne (*New Right*), de l'autre le courant métapolitique et culturel (Nouvelle droite) qui s'est notamment constitué en France autour du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) fondé en 1968 et de ses revues (*Nouvelle École*,

Éléments), puis du Club de l'Horloge (né en 1974 d'une dissidence du GRECE). Subsiste donc, parmi les concepts de base, celui d'extrême droite, qui n'est certes pas exempt de critiques, mais qui présente le mérite de dénoter une double dimension spatiale et idéelle. L'extrême droite renvoie à la fois à la droite extrême du champ politique et à un ensemble d'idées plus ou moins stable et plus ou moins commun qui structurent cet espace : l'utopie organiciste, le nationalisme conservateur, le néo-racisme à dominante différentialiste et préférentialiste, la xénophobie, l'antisystémisme (au sens de rejet de tout ou partie des valeurs qui se trouvent au fondement des systèmes politiques démocratiques), la pensée décadentielle, la revendication d'un État fort (au sens régalien du terme).

En France, et pour s'en tenir à la période contemporaine, c'est tout d'abord au Rassemblement national (anciennement Front national) que cette catégorie d'extrême droite est généralement assignée – même si ce classement continue de faire l'objet de débats académiques mais aussi de luttes politiques (le FN/RN refusant de se faire qualifier comme tel car considérant qu'il s'agit d'une étiquette disqualifiante). Restée groupusculaire pendant près d'une décennie après sa création en 1972, longtemps confinée à un rôle de parti protestataire, l'organisation lepéniste représente désormais l'une des principales formations politiques hexagonales. Elle arrive régulièrement en tête des scrutins (élections européennes de 2014, 2019 et 2024, 1er tour des élections départementales et régionales de 2015, 1er tour des élections législatives 2024), dans un contexte électoral pourtant marqué par une augmentation tendancielle de l'abstention systématique et du vote intermittent. Le RN

se trouve par ailleurs désormais à la tête d'une soixantaine de municipalités de plus de 5 000 habitants, dispose du groupe parlementaire le plus important à l'Assemblée nationale (122 députés, dont 3 apparentés), tandis que Marine Le Pen s'est déjà hissée à deux reprises au deuxième tour du scrutin présidentiel. Bien que lourdement condamnée en juillet 2026 par la cour d'appel de Paris dans l'affaire dite des assistants parlementaires, elle reste considérée comme l'une des candidates favorites pour l'élection présidentielle de 2027. L'inscription de l'extrême droite dans l'espace politique français est également marquée par les luttes politiques qui se jouent au sein de ce pôle, désormais occupé par au moins deux autres formations : Reconquête, créé en 2021 par Éric Zemmour, mais aussi l'Union des droites pour la République (UDR), parti lancé en 2024 par Éric Ciotti, ancien président des Républicains, et devenu l'un des principaux alliés du RN à l'Assemblée nationale. Il reste que la nébuleuse extrême droitière en France dépasse largement la seule sphère institutionnelle. Elle renvoie également à des groupuscules d'obédiences diverses, souvent soumis à des procédures de dissolution en raison des principes qu'ils défendent ou des modes d'action qu'ils utilisent ; à des médias aux lignes éditoriales conservatrices et réactionnaires qui relaient largement ses idées ; à des clubs de pensée ; à des centres de formation ; à des influenceurs ; etc.

Ce livre entend donc s'intéresser aux représentations simplifiées et, partant, erronées qui sont portées sur cette extrême droite. Il s'agit ainsi de discuter les catégories d'interprétation dites profanes qui sont utilisées dans le commentaire quotidien en les soumettant de manière contradictoire aux résultats produits par la recherche universitaire.

Dans cette perspective, cet ouvrage réunit parmi les meilleurs spécialistes francophones du sujet, qu'ils soient politistes, sociologues ou bien historiens. Les chapitres sont regroupés autour de quatre grandes parties.

La première tente d'y voir plus clair dans la confusion qui s'est installée autour d'un certain nombre d'idées et de positions politiques de l'extrême droite. Elle commence par questionner la réduction qui est souvent opérée entre fascisme et extrême droite, que ce soit à des fins de disqualification militante, d'établissement de filiations doctrinales ou de clarification taxinomique. Si le fascisme constitue bien l'une des matrices historiques de l'extrême droite, gagne-t-on pour autant à ramener les formations contemporaines aux expériences politiques de l'entre-deux-guerres ? La question amène nécessairement à s'intéresser aux orientations programmatiques actuelles de l'extrême droite, sujettes à de pragmatiques variations qui tendent à en brouiller l'appréciation. L'aversion supposée de l'extrême droite à l'égard de l'écologie ou de l'Union européenne, le virage soi-disant « social » du programme du FN/RN ou plus largement sa « déradicalisation » idéologique présumée – que les commentateurs désignent sans discernement et quasi unanimement sous les traits de la « dédiabolisation » – méritent à ce titre un réexamen attentif. Il reste que le débat politique en France peut donner l'impression d'être désormais gagné par les idées (et les mots) de l'extrême droite, qui aurait ainsi remporté la « bataille culturelle » et encouragerait, de ce fait, la droite à se droitiser un peu plus pour disputer une partie de son capital électoral. Là encore, l'analyse ordinaire peut apparaître séduisante, mais elle fait généralement l'économie d'une discussion de la notion de « bataille culturelle »

tout comme de ses dynamiques et gagne par conséquent à être revue.

La deuxième partie s'intéresse à l'extrême droite *comme* institution et à son rapport *aux* institutions (qu'il s'agisse des partis, des élites, des parlements, des médias, des sondages). Elle se concentre ici, pour l'essentiel, sur le cas du FN/RN. Le discours médiatique dominant tend à attribuer à l'organisation lepéniste la double qualité de « premier parti de France » et de « parti aux portes du pouvoir », comme s'il s'agissait d'une organisation solidement structurée, parfaitement institutionnalisée et dotée d'un personnel suffisamment nombreux et compétent pour exercer les plus hautes responsabilités politiques. Mais qu'en est-il exactement ? Les chapitres de cette deuxième partie reviennent tout d'abord sur la réalité institutionnelle du parti : son implantation locale est scrutée, le profil de ses candidats et de ses élus est passé à la loupe, son organisation est décortiquée. Ces contributions sont aussi l'occasion de dénouer plusieurs contradictions entre les discours et les pratiques institutionnelles de l'extrême droite : entre institutionnalisation et critique des institutions, rejet affiché des élites et professionnalisation, euroscepticisme et investissement stratégique au Parlement européen. Tout se passe comme si la normalisation politique du FN/RN avait conduit à la normalisation de l'absence de questionnements sur ces aspects qui sont pourtant au cœur de la dialectique de fonctionnement du parti. Enfin, l'analyse s'attache à détricoter les interrelations complexes entre extrême droite, médias et sondages, deux institutions qui ont amplement participé à l'entreprise de banalisation de l'organisation lepéniste et de ses idées.

La troisième partie entend déconstruire certaines des idées reçues relatives aux modes d'action de l'extrême droite, dont la prégnance tend à invisibiliser la diversité de ses formes de mobilisation. L'excessive attention portée au FN/RN et à la question de sa normalisation peut en effet laisser à penser que l'extrême droite se limite à la sphère institutionnelle, qu'elle se développe principalement par la voie électorale ou qu'elle n'aspire plus qu'à la respectabilité politique. Ce prisme déformant constitue un sérieux écueil à la saisie de ses modalités de déploiement, qui s'appuient sur bien d'autres canaux, acteurs, pratiques et moyens. Certaines contributions interrogent ainsi l'idée selon laquelle l'extrême droite resterait étrangère à des répertoires d'action comme la manifestation ou l'implication dans des mouvements sociaux. À l'inverse, d'autres cherchent à nuancer la position de domination occupée par l'extrême droite sur les réseaux sociaux. Cette troisième partie est également l'occasion de remettre en cause plusieurs stéréotypes concernant les acteurs de cette famille politique. L'extrême droite est-elle véritablement une affaire d'hommes, ou les femmes occupent-elles des fonctions plus importantes qu'on ne le suppose dans les organisations ? Peut-on soutenir qu'elle ne s'appuie pas sur des intellectuels alors que la production d'idées, de références et de cadres d'interprétation constitue un levier essentiel de son développement ? La mise à distance de la violence par les formations partisanes cherchant à se normaliser signifie-t-elle pour autant son éradication ou la fin de leurs relations avec des groupes plus radicaux ?

La quatrième partie, enfin, porte sur les soutiens de l'extrême droite. Tout aura été dit et écrit, ou presque, sur

les électeurs d'extrême droite, tout et souvent n'importe quoi, comme l'idée qu'il en existerait un profil type, que les ouvriers auraient basculé en bloc de l'extrême gauche vers l'extrême droite, suivant un phénomène de vase communicant, ou encore que « l'insécurité culturelle » constituerait un facteur explicatif important du vote, notamment du côté des fractions populaires et moyennes de la « France périurbaine ». Cette dernière partie se donne précisément pour objet de revisiter certaines de ces croyances entretenues par le commentaire électoral. Les électeurs du FN/RN ont-ils cessé d'être racistes ? Les femmes votent-elles réellement moins pour l'extrême droite que les hommes, ou cette différence s'est-elle progressivement estompée ? Le vote d'extrême droite est-il un vote des classes populaires ? Un vote des campagnes ? Certaines minorités religieuses soutiennent-elles réellement ce courant dans les urnes ?

Autant de questions auxquelles ce livre collectif ambitionne donc de répondre sur un mode didactique. Dans tous les cas, on espère qu'à l'orée de l'élection présidentielle de 2027, où jamais l'extrême droite n'a semblé aussi proche d'accéder au pouvoir en France – du moins si l'on en croit les instituts de sondage et la plupart des médias – les lectrices et les lecteurs trouveront dans cet ouvrage un outil leur permettant de mieux saisir ses manifestations contemporaines, et de mieux en apprécier la réalité.

BACKES Uwe, « L'extrême droite : les multiples facettes d'une catégorie d'analyse », *in* PERRINEAU Pascal (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 13-29.

CUCCHETTI Humberto, DÉZÉ Alexandre et REUNGOAT Emmanuelle, *Au nom du peuple ? Idées reçues sur le populisme*, Paris, Éditions Le Cavalier Bleu, 2021.

COLLOVALD Annie, *Le « populisme » du FN. Un dangereux contresens*, Paris, Le Croquant, 2004.

DAHANI Safia et DELAINE Estelle, « Chronique bibliographique : extrême droite. Introduction », *Revue française de science politique*, vol. 75, n° 3, 2025, p. 581-584.

DÉZÉ Alexandre, « Que sait-on du Front national ? », *in* FILLIEULE Olivier, HAEGEL Florence, HAMIDI Camille et TIBERJ Vincent (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche…*, Paris, Presses de Sciences Po Paris, 2017, p. 239-270.

DOBRY Michel, « La thèse immunitaire face au fascisme. Pour une critique de la logique classificatoire », *in* DOBRY Michel (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 45-65.

FROIO Caterina, « Comparer les droites extrêmes. État de l'art critique et pistes pour de futurs chantiers de recherche », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 24, n° 4, 2017, p. 373-399.

LEBOURG Nicolas, « Définir l'extrême droite », *Après-demain*, n° 73, 2025, p. 8-11.

MUDDE Cas, « The War of Words. Defining the Extreme Right Party Family », *West European Politics*, vol. 19, n° 2, 1996, p. 225-248.

MUDDE Cas, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1997 [1987], p. 16.

STÖSS Richard, *Politics against Democracy. Right-Wing Extremism in West Germany*, New York et Oxford, Berg, 1991.

ZIMMERMANN Ekkart et SAALFELD Thomas, « The Three Waves of West German Right-Wing Extremism », *in* MERKL Peter H. et WEINBERG Leonard (dir.), *Encounters with the Contemporary Radical Right*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 50-74.